

## Contribution FSPF – Audition de la Cour des comptes sur la Télésanté

**Dans l'optique de l'audition de l'UNPS par la Cour des comptes sur la télésanté, la FSPF rappelle que la télésanté, mise en œuvre à l'officine, contribue aux missions de santé publique confiées aux pharmaciens d'officine.**

L'article L. 6316-3 définit le télésoin comme « *une forme de pratique de soins à distance utilisant les technologies de l'information et de la communication. Il met en rapport un patient avec un ou plusieurs pharmaciens ou auxiliaires médicaux dans l'exercice de leurs compétences* ». A ce jour, ce dispositif n'est pas exploitable alors que sa mise en place à l'officine permettrait de faciliter la continuité des traitements, de participer au bon usage du médicament et des dispositifs médicaux, de contribuer à la prévention des risques iatrogènes, et ainsi de limiter les hospitalisations inutiles. Par exemple, à l'instar de ce qui est prévu dans le cadre de la crise sanitaire, la réalisation à distance par le pharmacien des accompagnements pharmaceutiques pourrait être généralisée. La télésanté favoriserait enfin une meilleure prise en charge des patients dans l'impossibilité de consulter leur médecin traitant dans un délai compatible avec leur état de santé. Une meilleure efficience des soins entraînerait ainsi une diminution des coûts pour l'assurance maladie.

Dans cette perspective, la FSPF souhaite formuler les propositions ci-après.

- Les mesures dérogatoires mises en place dans le cadre de la crise sanitaire pourraient utilement être pérennisées (cf. article 17 de l'arrêté du 10 juillet 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans les territoires sortis de l'état d'urgence sanitaire et dans ceux où il a été prorogé). Ainsi, le télésoin, déjà mis en œuvre dans le cadre de l'article 17 précité pour des actions d'accompagnement des patients sous traitement anticoagulant oral par anticoagulants oraux directs ou par antivitamines K et des patients sous antiasthmatiques par corticoïdes inhalés ainsi que des bilans partagés de médication, pourrait être étendu à d'autres entretiens (obésité, tabagisme, diabète, BPCO, vaccination, addiction, HTA) et à d'autres missions déjà réalisées par le pharmacien, notamment le renouvellement des ordonnances. De nouveaux actes spécifiques pourraient être créés : téléconseil dans le cadre du portage de médicaments à domicile en lien avec l'officine dans lequel exerce le pharmacien qui réalise le téléconseil, télé-expertise avec le médecin traitant (interventions pharmaceutiques, dont notamment les adaptations de la délivrance après échange avec le médecin), télé-expertise avec le médecin spécialiste, télé-expertise avec le pharmacien hospitalier (sortie hospitalière, continuité de traitement de la réserve, continuité d'entretiens réalisés à l'hôpital). Cette pérennisation est d'ailleurs proposée dans le rapport du Ségur de la Santé.
- Il conviendrait donc de publier les textes d'application de l'article L. 6316-2 du code de la santé publique (décret en Conseil d'Etat et arrêté ministériel) relatifs au télésoin, en créant les actes nécessaires, notamment ceux de télé-expertise pharmaceutique et médico-pharmaceutique afin de permettre au pharmacien d'être en relation avec le médecin traitant, médecin spécialiste libéral ou hospitalier **Ces textes devront aussi encadrer les modalités de réalisation de ces actes, notamment en prévoyant qu'ils soient impérativement réalisés dans une officine avec un pharmacien exerçant dans celle-ci.** Il ne faudrait pas que des pharmaciens réalisent des actes en itinérance ou en partenariat avec des sociétés de portage de médicaments ou de prestations à domicile.
- La FSPF demande à ce qu'un « hub » des solutions de télésanté soit créé permettant l'interopérabilité entre toutes ces plateformes du numérique en santé. L'absence d'interopérabilité entre les supports actuels des différents professionnels de santé limite en effet le déploiement de la télésanté.

- La coordination et la régulation des soins d'urgence nécessite l'équipement de l'ensemble des services d'urgence et des officines de solutions de télémédecine permettant la sécurisation de l'acte lors des gardes, garantissant ainsi la permanence des soins sur l'ensemble du territoire. A titre d'exemple, si un patient se rend à l'officine pour une urgence, le pharmacien pourrait se mettre en relation avec le service des urgences pour une prise en charge à distance du patient, évitant ainsi un passage à l'hôpital pour le patient.

Enfin, la FSPF formule des éléments de réponse plus détaillés dans la trame d'entretien de la Cour des comptes (cf. document joint).